

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1115 du 21 avril 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

Hebdomadaire 1,50 €



## SOMMAIRE DU N°1115

**EDITORIAL** : L'erreur fatale pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Du modèle suédois...au modèle suédois pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Romney, candidat républicain p. 4 - L'empire islamique africain se dessine p. 5 - Y aura-t-il un vote catholique p. 5

**PORTRAIT** : Hayek (1899-1992) p. 7

**LE CANDIDAT LIBRE** : pp. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## L'erreur fatale

Je n'attendrai pas lundi matin pour rédiger mon éditorial. Je ne crois pas qu'il y ait une surprise de nature à barrer la route du second tour aux deux candidats majeurs.

**J**e voudrais plutôt, tant qu'il en est temps, tirer les enseignements de la campagne à ce jour, et expliquer pourquoi elle a été si médiocre et a plongé tant d'électeurs dans l'incertitude voire la perplexité.

Il y a une première raison, que j'ai souvent évoquée : le flou doctrinal, la surenchère de mesures davantage destinées à piper des voix « ailleurs » qu'à améliorer la situation de la France. C'est le travers de la démocratie française, et le vice d'une classe politique incompétente et surréaliste. Les candidats, mis à part les dinosaures marxistes, ont été pour l'essentiel illisibles pour l'électeur de base.

La deuxième raison est encore plus inquiétante : c'est l'erreur fatale qui a consisté à présenter la crise actuelle comme celle du système économique capitaliste alors qu'elle est celle de l'étatisme.

Quel langage ont donc tenu la gauche, modérée ou extrême, et l'extrême droite ? Il faut changer de système. C'est le capitalisme qui serait la cause du chômage, de la stagnation, des inégalités sociales, de la dette publique. Le capitalisme c'est la mondialisation, c'est la finance, c'est la pollution. Il faut donc s'affranchir des marchés, se protéger contre les concurrents, ou les étrangers, mettre fin à la loi du profit, aux immenses bénéfices des multinationales et aux scandaleux revenus de leurs dirigeants. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## L'erreur fatale (suite)

Quel langage ont donc tenu les candidats de droite ou du centre ? Il faut réglementer, encadrer le système. C'est le capitalisme sauvage qui est à l'origine de la crise financière, spéculateurs et banquiers ont été laissés trop libres. Il faut taxer, contrôler les transactions financières. Les échanges internationaux sont faussés par la concurrence déloyale de pays qui sous-payent le travail (quand ils ne maltraitent pas les travailleurs), qui créent des paradis fiscaux, qui massacrent l'environnement et gaspillent les ressources naturelles. D'où la nécessité de mettre en place un protectionnisme concerté au niveau européen. Dans l'entreprise capitaliste, la répartition de l'effort collectif est favorable au capital, aux actionnaires, et défavorable aux salariés : la justice sociale n'est pas assurée. Il faut protéger les uns contre les autres, limiter les plus values. Vive la réglementation !

La réglementation s'accompagne naturellement de la régulation : le capitalisme non encadré est sujet à des fluctuations conjoncturelles. L'Etat a pour mission d'harmoniser la croissance, de relancer en cas de dépression et de freiner en cas de surchauffe. La monnaie et le budget sont des armes privilégiées pour mener les politiques conjoncturelles. Vive la régulation !

**V**oilà donc ce que l'on a entendu, de façon plus ou moins véhémente. Il a souvent fallu faire le grand écart entre les électeurs entrepreneurs et les électeurs assistés, entre ceux qui possèdent un patrimoine et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui ont la sécurité de l'emploi et ceux qui s'inquiètent pour leur situation professionnelle. Mais qu'importe : l'essen-

tiel est de changer de système ou de changer le système.

C'est l'erreur fatale.

Erreur car la crise n'a pas pour origine le capitalisme, mais l'étatisme.

*“ Changer de système, changer le système : la même erreur ”*

Origine lointaine, car voilà plusieurs décennies que les Etats vivent au-dessus de leurs moyens. Voilà plusieurs décennies que les Etats-Providences ont donné une prime à l'incurie, à la tricherie. Voilà bien longtemps que les services publics ne sont plus au service du public. Qui va nous faire croire que c'est la mondialisation ou le krach boursier qui aurait tout déclenché un beau jour de 2008 ? Il est vrai que la vigueur et la longueur de la crise ont pour origines immédiates les faillites bancaires et l'envolée de la dette publique. Mais les faillites sont à mettre au passif de la politique de la FED, et aux subprimes inventées par l'administration américaine. Quant à la ruine complète des finances publiques, elle a été due à la politique de « stimulus » et de relance pratiquée avec une belle unanimité sur les conseils du G20. On a soutenu des pans entiers de l'industrie et du secteur bancaire, on a encouragé la consommation et épuisé l'épargne par de nouveaux emprunts, par de nouveaux impôts, on a déployé toutes les mauvaises armes pour lutter contre le chômage. L'erreur a consisté à ne pas comprendre les dégâts causés par des politiques qui abou-

tissaient à vider le capitalisme dans ce qu'il a d'efficace et de juste : l'initiative, la responsabilité, le respect des conventions, l'état de droit.

**E** rreur fatale, et doublement fatale. D'une part, elle prolonge à coup sûr la crise, car la France et certains pays européens n'ont pas compris que le reste du monde est à l'heure de l'adaptation et de la compétitivité. Donc le chômage et les dettes continueront à s'accroître.

D'autre part, elle dresse les gens les uns contre les autres, ravive la lutte des classes et la lutte des races, et prépare une explosion sociale destructrice de l'économie, nous privant des effets apaisants du capitalisme, car la libre entreprise et le libre échange, débarrassés de l'Etat-Providence, créent une communauté d'intérêts et engendrent le progrès social. L'économie de libertés n'est pas affrontement, elle est harmonie.

*“ L'économie de liberté est harmonie ”*

Fatale dans ses effets, l'erreur peut être salvatrice quand on en prend conscience. Je souhaite qu'il en soit ainsi dans les prochains mois, peut-être hélas à la lumière des nouvelles épreuves que la France va rencontrer. Je conseille même au Président candidat, s'il veut l'emporter, de la reconnaître entre les deux tours et de tenir un discours plus lucide et plus mobilisateur parce que plus libéral.

**Jacques Garello**

# DU MODELE SUEDOIS...AU MODELE SUEDOIS

La Suède social-démocrate était à la mode dans les années 60 : ceux qui trouvaient le socialisme soviétique ou chinois trop totalitaire, avaient là un modèle plus présentable, un socialisme démocratique, celui de l'Etat-Providence. Dans les années 80, ce modèle a fait faillite et s'est réformé en profondeur, dans un sens plus libéral. Certains ont même parlé d'un nouveau modèle suédois ; en tous cas, la Suède réformée se porte mieux que la zone euro. Voilà le paradoxe : la classe politique française, avec l'élection présidentielle, semble se raccrocher au vieux modèle suédois, celui qui a fait faillite il y a trente ans !

## La social-démocratie et l'Etat-Providence

La Suède, comme d'autres pays nordiques, s'est tournée très tôt vers la social-démocratie : accepter l'efficacité du marché, mais prétendre « corriger ses injustices », dans la distribution des revenus, grâce à l'Etat-Providence. Ce n'était plus du marxisme, avec lequel la social-démocratie suédoise avait rompu comme le fera plus tard le SPD allemand en 1959 lors du congrès de Bad Godesberg. Dans l'après-guerre, les socialistes les plus modérés, soucieux de se distinguer des modèles totalitaires à la russe ou à la chinoise, s'étaient tournés vers ce « modèle suédois ».

Ce premier modèle suédois était une sorte de tiers-système : on prend au marché son efficacité et on corrige les « injustices » par un système social public redistributif : l'Etat intervient massivement dans la distribution des revenus. C'est l'Etat-Providence, avec des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires dépassant 50% du PIB, et un système de protection sociale très poussé, pas seulement pour « les plus démunis », incluant maladie, chômage, retraites, congés parentaux, etc. Comme l'a dit un économiste allemand : « un hôtel quatre étoiles ouvert à tout le monde ».

Ajoutons une politique conjoncturelle keynésienne systématique de soutien à la demande et une procédure de négociations syn-

dicats / patronat, remplaçant les législations publiques au profit de conventions collectives, rendue possible par un taux élevé de syndicalisation et un consensus social, les accords signés étant respectés. Les syndicats poussaient à une uniformisation des salaires, indépendante des taux de productivité, conduisant les entreprises les plus fragiles à des difficultés financières majeures. Un code du travail très développé, très protecteur et un système généralisé de services publics, coûteux et financés par des prélèvements qui finiront par dépasser 50% du PIB.

## La crise du premier modèle suédois

Ce premier « modèle » est entré en crise dans les années 80 : le keynésianisme a montré ses limites puis son caractère nocif, incapable de faire face à la stagflation qu'il avait lui-même créée. L'ouverture des frontières allait précipiter l'abandon des relances keynésiennes et rendre illusoire la souveraineté des Etats et de leurs politiques. La crise suédoise s'était aussi traduite par l'éclatement d'une bulle immobilière artificiellement engendrée par les politiques conjoncturelles, conduisant à des faillites bancaires.

On a assisté à la ruine des finances publiques, durablement dans le rouge : à force d'augmenter les dépenses publiques et les impôts et de tout faire passer sous le vocable du service public, on avait tué la poule aux

œufs d'or, le secteur privé productif. Résultat : en 1993, le déficit public était de 12% du PIB et la dette publique a culminé en 1995 à 80% du PIB. Ces chiffres devraient nous rappeler quelque chose !

## Des réformes radicales

Le modèle a été sérieusement remis en cause. Certes, la Suède n'est pas la championne du libéralisme, mais le chemin parcouru est spectaculaire, au point que l'on parle d'un nouveau modèle suédois, bien différent du premier. Les dépenses publiques ont été massivement diminuées et sont très inférieures à celles de la France. La restructuration bancaire et financière a été rigoureuse. Dès les années 1990, une réforme des retraites a été mise en place. Des règles strictes ont été adoptées et appliquées en matière budgétaire, obligeant à avoir un excédent de 1% du PIB, pour faciliter le désendettement de l'Etat.

Pour ce faire, les Suédois ont renoncé à l'Etat-Providence : les indemnités de chômage ont diminué, pour pousser les gens à chercher activement un emploi. Mais c'est la déréglementation et la privatisation des services publics qui ont été les plus spectaculaires : privatisations massives, ouverture à la concurrence. Par exemple, le nombre de bureaux de poste « traditionnels » a été divisé par cinq, mais le service postal a été rendu dans plus de points privés. >>

## Du modèle suédois...au modèle suédois (suite)

Cela c'est traduit par le passage à 4200 points postes (contre 1800 dans l'ancien système public) dans des superettes, des stations-services ou des bureaux de tabac : la vitalité des zones rurales en a bénéficié.

La déréglementation a été approuvée par les syndicats pour le train, les télécommunications, l'énergie, l'éducation ou la santé. Les établissements privés d'éducation sont passés de 10 à 20% (en France les parts de marché sont figées depuis les accords Lang-Cloupet) : les subventions par élève données par les collectivités locales sont les mêmes, que l'école soit privée ou public.

### Un nouveau modèle, ou l'effet d'une liberté retrouvée ?

Vingt ans après ces réformes, que voit-on ? Des prélèvements certes élevés, mais moindres que chez nous ; de même pour les dépenses publiques. Une dette publique réduite à 32% du PIB, de quoi faire rêver la zone euro. Un excédent budgétaire depuis

des années. Et en prime un excédent commercial. Une santé économique et financière retrouvée et un Etat-Providence sensiblement réduit. De l'ultra-libéralisme ? Pas vraiment : la Suède n'est que 21° à l'indice de liberté économique (avec 71,7 sur 100), mais la France est 67°, avec une note de 63,2 : toute la différence est là.

Quelles conclusions en tirer ? Que les réformes vers le libéralisme permettent de redresser la situation. Que le modèle suédois, première version, avait conduit le pays à la catastrophe économique et financière, exactement comme aujourd'hui les relances keynésiennes, l'Etat-Providence, la régulation, la fiscalisation spoliatrice ont conduit les pays de la zone euro dans la crise. Quelques pas vers le libéralisme ont permis à la Suède de se retrouver après ces réformes dans une meilleure situation que la nôtre. Pas au point d'en faire un « modèle » (il n'y a pas d'autre modèle que celui que nos déci-

sions responsables dessineront, une fois la liberté retrouvée). Mais au point de nous montrer les impasses du premier modèle suédois.

Voilà le paradoxe : au terme de la campagne électorale en France, qu'avons-nous entendu ? Au mieux, des propositions social-démocrates conformes au premier modèle suédois, donc la certitude d'aggraver la crise : impôts, prélèvements, dépenses publiques, régulation, règles paralysantes, protectionnisme, services publics : nos politiques n'ont rien compris, ni appris. Ils ont sous les yeux ce qui a fait sortir la Suède (et d'autres) de la crise et ils proposent l'inverse : ce qui avait conduit la Suède à la crise des années 80. Pendant que nous perdons du temps à la poursuite d'un modèle qui a échoué partout, les autres réforment ou ont déjà réformé. Nous nous raccrochons à un modèle archaïque, au lieu de choisir simplement la liberté.

Jean Yves NAUDET

## Nous, économistes, soutenons Hollande

*Surprenant : 40 « économistes » socialistes soutiennent Hollande*

Dans Le Monde du Mardi 17, 40 économistes affichent leur soutien à François Hollande. C'est, disent-ils, après une étude scientifique des programmes des divers candidats : « *Nous sommes économistes et suivons avec attention les débats en cours et les annonces faites par les candidats à la présidence [...] Un candidat se dégage à nos yeux, le plus apte à redresser la France et rassembler les Français. Ce candidat, c'est François Hollande* ».

Il est vrai que certains des signataires ne sont pas encartés au PS, même si leurs convictions socialistes ne font de doute pour personne. Mais d'autres sont les économistes patentés du Parti, tel Thomas Picketty. Tous en tous cas se réclament de « l'économie de la régulation », qui nie l'efficacité du capitalisme et du marché quand ils ne sont pas contrôlés par l'Etat. Enfin, plusieurs d'entre eux font partie du « Conseil d'Analyse Economique » créé par la droite au pouvoir, et dont le rôle principal est de suggérer aux gouvernements

plus d'initiatives pour relancer la croissance en soutenant la consommation, et plus de redistribution. Ils ont donc juste ce qu'il faut d'incompétence keynésienne pour juger des programmes des candidats.

Ajoutons que pour arriver au chiffre de 40, les leaders de cette opération ont composé une liste de parfaits inconnus, du moins au sein de la communauté scientifique internationale. Mais pourquoi donc ont-ils soutenu Hollande ? •

## Le Prisonnier de l'Elysée

*François Hollande serait sous la pression des communistes et des verts*

Dans le cas où il serait élu, François Hollande annonce des mesures importantes dès la fin mai. C'est pure fantaisie, puisque la nouvelle Assemblée Nationale ne sera connue qu'au soir du 17 juin. Il est impensable et anti-constitutionnel d'utiliser la procédure des ordonnances, donc aucune décision ne saurait être prise pendant la période de gestation du nouveau régime. En revanche, François Hollande pourrait organiser un referendum, ou provoquer un sommet européen, pour accompagner dignement son entrée à l'Elysée.

**M**ais il risque en fait d'entrer dans une prison. Le report des voix de

gauche lui est indispensable pour assurer sa victoire au second tour. A la différence de Nicolas Sarkozy qui peut légitimement compter sur des abstentionnistes du premier tour, François Hollande n'a aucune réserve car la gauche aura fait le plein de ses voix au premier tour. Donc, il doit passer par les fourches caudines des communistes et des verts. Jean Luc Mélanchon peut émettre deux prétentions : la première est d'avoir des ministres, la deuxième est d'avoir des circonscriptions pour les législatives. Or, beaucoup de circonscriptions ont été offertes aux Verts dans les accords passés avec le Parti Socialiste, et certaines « appartenaient » aux

communistes. De toutes façons, les communistes, dès le mois de mai, seraient présents dans la vie politique, et la pression exercée sur l'Elysée serait permanente. Avec des Verts qui se braqueraient sur le nucléaire et la pollution, François Hollande aurait du mal à imposer quoi que ce soit à ses « amis ». Il faudrait un raz de marée PS aux législatives pour donner à l'Elysée une certaine liberté de manœuvre. Liberté qui serait toujours surveillée, de l'intérieur du PS par la vigilante Martine Aubry, et de l'extérieur par les partenaires européens et les marchés. Hollande pourrait devenir le préposé aux chrysanthèmes... •

## La thèse de l'épuisement des énergies fossiles s'épuise

*Gisements pétroliers en Arctique, Gaz de schiste en Europe*

Le Club de Rome avait annoncé en 1958 l'épuisement total des réserves pétrolières au cours des vingt années à venir, et avait donné le mot d'ordre qui convenait : Halte à la croissance !

Les écologistes et les autres nous repassent le plat depuis quelques années, puisqu'il est de bon ton d'expliquer que le système capitaliste exploite et détruit non seulement les ressources humaines, mais aussi les ressources naturelles.

**O**r voici que les démentis de la thèse de l'épuisement des énergies fossiles se succèdent : pétrole et gaz sont en abondance, car les nouvelles techniques d'exploration, d'extraction et de transport mettent à la disposition de l'hu-

manité entière les sources abondantes d'énergie que renferme la planète.

Les gouvernants chinois en sont persuadés. Comme le rapporte Le Figaro Economie (19 avril), le premier ministre Wen Jiabao est en Europe actuellement pour négocier l'accès de la Chine aux gisements de pétrole et de gaz dans l'Arctique, où les réserves pétrolières sont estimées à 90 milliards de barils (la Chine en consomme actuellement 3 par an) et à 30 % des ressources en gaz de la planète encore non découvertes. ExxonMobil (américain) et Rosnett (russe) ont signé un partenariat d'exploration marine dans la zone.

Parallèlement, la Grande Bretagne vient d'autoriser la société

Cuadrilla Ressources à reprendre l'exploration de gaz de schiste avec la technique de la fracturation hydraulique (les poches de gaz sont libérées par jets d'eau sous pression qui éclatent les roches qui les enferment). Les gaz « non conventionnels » représentent actuellement le quart de la production de gaz nord-américaine, et les réserves sont considérables en Europe : les sous-sols de la Suède, l'Ukraine, la Pologne, la Grande Bretagne enferment des trésors, mais c'est la France qui a les plus importantes réserves estimées, avec plus de 5.000 milliards de m<sup>3</sup>. Mais, on le sait, en France Madame NKM a interdit l'exploration : on a du pétrole, mais on n'a pas d'idées. •



## LE CANDIDAT LIBRE

D'octobre 2011 à avril 2012 un mystérieux candidat libre s'est exprimé sur le site [www.lecandidatlibre.fr](http://www.lecandidatlibre.fr). Il prétendait pouvoir réunir les 500 signatures de parrainage, mais visiblement ce n'a pas été le cas : il n'a pas figuré sur la liste du Conseil Constitutionnel publiée le 6 avril.

Cependant, la Nouvelle Lettre vous a informés de l'intérêt de ses sept propositions, qui constituent un programme de réformes concrètes et libérales.

Nous n'aurions pu faire mieux que lui dans la présentation de ce programme, toujours assorti d'une courte vidéo de nature à attirer le chaland. Mais qui était-il donc ?

Il s'agissait en fait des équipes de rédaction de l'ALEPS et de l'IREF, grossies pour la circonstance de techniciens du dessin et de l'informatique.

Voilà pourquoi le programme est libéral.

**Q**uel est l'avenir du candidat li-bre ? Exclu des présidentielles, nous n'osons pas espérer qu'il se présente aux législatives ; mais peut-être certains candidats s'empareront-ils de ses idées, et s'attireront ainsi les voix d'électeurs libéraux, car ils existent. Jacques Garelo a traité ce sujet dans un article paru au dernier bulletin de l'ALEPS : « Y a-t-il un vote libéral ? »

Le travail fait n'est pas perdu, il a été conçu pour devenir la base d'un programme de libération qui sera présenté et approfondi au cours de la 32ème Université d'Été à Aix en Provence (26-29 août), car le message libéral va devenir une urgence et un recours dans les tout prochains mois, quel que soit le résultat des élections.

Pour mémoire et pour ceux qui n'auraient pas suivi l'aventure du candidat libre, les sept mesures proposées sont :

**Le salaire complet** : rend au travailleur la totalité de l'argent qu'il a gagné, sans retenue sociale ou fiscale. Il représente en général le double du salaire net.

**Le Compte Personnel Epargne Retraite** : remplace totalement ou partiellement la retraite par répartition à laquelle la personne active est assujettie. Pour un même montant de pension, elle fait économiser entre 30 et 60 % des cotisations.

**Le Bon Scolaire** : accordé aux familles, qui peuvent régler ainsi l'établissement de leur choix.

Les établissements sont en concurrence, ils peuvent librement se créer, recruter leurs enseignants, établir leur programme et leur pédagogie.

**Le referendum d'initiative populaire** : est un élément de démocratie directe, destiné à compenser les excès de la démocratie représentative.

**L'égalité fiscale** : signifie la suppression des privilèges et de la progressivité pour instaurer la taxe à taux unique : le même impôt pour tous, pour tout et pour toujours.

**La réduction des réglementations** : implique la réduction du périmètre de l'Etat et du dirigisme européen, et restaure le Parlement dans sa fonction législative.

**L'immobilier locatif** : permet d'offrir des logements de qualité en supprimant l'aide artificielle allouée au parc public d'HLM, et en libérant le marché du logement.

Pour l'instant, le site du Candidat Libre ([www.lecandidatlibre.fr](http://www.lecandidatlibre.fr)) va rester ouvert pendant quelques semaines, mais dès maintenant vous pouvez vous procurer le texte intégral du programme sur un DVD édité par la SEFEL.

*Vous soutiendrez l'opération en commandant un ou plusieurs DVD au prix unitaire de 15 euros franco de port. A offrir à vos futurs candidats aux législatives, par exemple.*

*Les commandes se prennent à l'ALEPS (BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4) accompagnées d'un chèque du montant approprié, ou sur le site [www.libres.org](http://www.libres.org) en payant par carte ce montant (page d'accueil, rubrique don à l'ALEPS).* •

## Friedrich von Hayek (1899-1992)

**Hayek, le philosophe**

Avec Keynes, qu'il a combattu sa vie durant, Hayek est considéré à juste titre comme le plus grand économiste du 20ème siècle. Il figure dans notre galerie des portraits des grands économistes (NL 1079 du 18 mai 2011). Pourtant, le champ intellectuel exploré par Hayek est bien plus large que l'économie : il est à la fois historien, politologue, juriste et, coiffant l'ensemble, philosophe. Et si le fil conducteur de son œuvre est la liberté, ce serait réduire l'apport de Hayek que d'en faire – comme Friedman par exemple – un simple partisan du libéralisme économique. Son libéralisme est étayé par une conception de la science, des règles sociales, de l'être humain qui englobe et soutient son credo libéral et le rend très convaincant.

**Science et connaissance**

Hayek, comme Popper, dénonce le scientisme, qui naît de la transposition des méthodes des sciences de la nature aux sciences de l'homme. Celles-ci ne se prêtent pas à l'expérimentation, parce que l'être humain n'a jamais de comportements répétitifs, sa connaissance s'élargissant au fur et à mesure qu'il agit (on est bien dans l'univers de Husserl).

Hayek forge une solide théorie de la perception : les sensations éprouvées par le corps s'inscrivent dans une carte de notre cerveau, qui elle-même s'intègre dans des modèles, qui forgent notre âme. De la sorte, les mêmes événements prennent un sens différent pour différents individus et dans différentes circonstances. Il y a ainsi une incertitude radicale concernant les réactions individuelles.



Personne ne peut donc se mettre à la place de quelque autre, puisque la connaissance est fruit de la conscience individuelle. Ainsi l'usage de la connaissance dans une société de libertés repose sur l'échange, sur la complémentarité des expériences et des savoirs. La « division du travail », évoquée par Smith devient, plus profondément et plus précisément, la division de la connaissance dans une société ouverte.

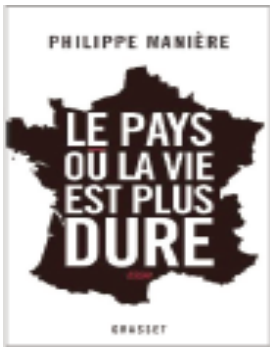
**Ordre spontané et darwinisme social**

Une société ouverte s'organise suivant un ordre généralisé. Cette organisation est spontanée : personne ne la conçoit ni ne l'impose, elle est le produit de l'expérience de vie en commun, des relations nouées par des milliers d'êtres humains appartenant à des communautés qui s'élargissent progressivement. Cet ordre spontané naît de l'expérience sociale. Il se forge en permanence par sélection des règles qui permettent à la communauté de vivre en harmonie, donc de se survivre. On parle à ce propos de « darwinisme social », bien que chez Hayek cet évolutionnisme soit davantage celui de Lamarck

(transformisme) que celui de Darwin (sélection). En tous cas, cet ordre spontané est aux antipodes de l'ordre créé, conçu par quelque penseur, ou imposé par quelque pouvoir central. Ces ingénieurs sociaux ont la présomption de construire la société parfaite. Le constructivisme est fatal, il mène au totalitarisme, qu'Hayek a combattu sous la forme communiste et nazie. Cependant, l'évolutionnisme hayekien fondé sur l'adaptation permanente n'explique pas le mouvement interne de la transformation, de sorte qu'il n'a aucune orientation – au contraire de l'ordre naturel dynamique thomiste, résultat de la recherche permanente de l'infini divin.

**La constitution de la liberté**

Quelles sont les règles sociales qui permettent à l'homme de vivre en liberté ? Hayek place au premier rang l'état de droit (mieux : le règne du droit, the rule of law) qui garantit les droits individuels à travers des lois générales. Les institutions sont faites pour réduire l'incertitude sur le comportement des autres : quand la règle est bonne il est plus fréquent que tout le monde la respecte. Hélas, Hayek déplore le déclin du droit. Le développement de l'Etat-Providence a multiplié les textes d'exception, les privilèges ; cette législation n'a rien à voir avec le droit. Il faudrait un pouvoir exécutif sans prise sur le législateur, sous la garde d'une constitution elle-même protégée par une Cour totalement indépendante du pouvoir politique. Cette « démarchie », commandement du peuple, serait plus sérieuse et plus sécurisante pour les citoyens que la démocratie, qui tourne à la démagogie. Hayek est d'une grande lucidité ! •



## Philippe Manière

### Le Pays où la Vie est plus dure

Accuser les autres - les Américains, l'Europe, les Chinois... - a toujours fait partie des sports préférés des Français. Comme d'ailleurs le spleen économique. En 2010, plus de sept Français sur dix estimaient que la France était en déclin. Concernant la mondialisation, seulement deux Français sur dix considèrent que la France est porteuse de nouvelles opportunités. Le bouc émissaire est tout désigné.

**P**ourtant, en regardant attentivement les chiffres et les statistiques, on s'aperçoit que les malheurs de la France sont plus anciens, bien avant la vague de la mondialisation. Le problème du chômage - la principale préoccupation des Français - est beaucoup plus grave chez nous que dans la plupart des autres pays développés. Nous sommes à la sixième place pour ce qui est du taux de chômage sur 34 pays membres de l'OCDE. En revanche, nous sommes deuxièmes pour ce qui est des dépenses publiques (56.6 % du PIB). Depuis 30 ans, notre taux de chômage a toujours été supérieur à la moyenne de l'OCDE. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, la Suisse, l'Allemagne ou les Pays-Bas ont affiché durant cette période un taux de chômage souvent deux fois inférieur au nôtre. Et ces pays sont bien plus mondialisés que le nôtre : les échanges internationaux représentent 130 % du PIB pour les Pays-Bas, 90 % pour la Suisse, 60 % pour l'Allemagne et ...40 % pour la France.

**L**e paradoxe c'est que nos grandes entreprises se sont, pour la plupart, adaptées à la mondialisation. Elles investissent un peu partout dans le monde et créent des emplois. Si elles préfèrent délocaliser c'est parce que le coût du travail est extrêmement élevé en France. Il faut réformer le droit du travail - le principal ennemi de l'emploi en France - et baisser les coûts et nous aurons des milliers d'emplois créés ici aussi. Les ouvriers allemands ou néerlandais ne sont pas moins protégés que les français. Et néanmoins, dans ces pays, il y a presque le plein emploi malgré la mondialisation !

On peut aussi se demander où sont les belles entreprises françaises nées de la mondialisation ? Où sont nos Google, Facebook, Zara, Ikea, Nokia ou SAP ? Les grandes entreprises qui font la gloire de la France dans le monde sont toujours les plus anciennes : Oréal, Total, Accor... en France, il n'y a pas de « bébé de la mondialisation », écrit justement Philippe Manière. La cause ? De trop nombreux patrons issus des grandes écoles (ENA, X...) et aucun qui ait gravi les échelons de l'entreprise, rigidité et réglementations, peur de la fiscalité... Peur de trop réussir et d'être stigmatisé plus tard. Et aussi le retard pris dans le domaine de l'innovation (nous sommes classés onzième en Europe).

Face à la désinformation économique ambiante, lire un ouvrage de Philippe Manière fait toujours du bien.

**Bogdan Calinescu**

*Le pays où la vie est plus dure, Grasset, 2012.*



### Conférence sur la mondialisation

**Par Jacques Garello**

**Le mercredi 2 mai 2012**

Faculté de droit d'Aix

18h - 19h30

Organisée par l'Association « *Students for Liberty* » cette conférence vient à point nommé dans une campagne électorale où les candidats font assaut de protectionnisme.

Le protectionnisme de Nicolas Sarkozy est-il plus intelligent que celui de François Hollande ?



### Société du Mont Pèlerin

*Meeting spécial organisé à Fez (Maroc)*

### Freedom, Human Dignity and the Open Society

Il est exceptionnel que la Société du Mont Pèlerin (fondée par Hayek en 1947) tienne assises en Afrique. Ce meeting spécial a été organisé pour tirer les leçons des « printemps arabes » et, de manière plus générale, des conséquences économique et sociales de l'ouverture des pays à la démocratie. Cette conférence, organisée par l'Université de Fez Al Qaraouine, est sous la responsabilité scientifique de Pascal Salin. Parmi les orateurs : Vaclav Klaus, Président de la République Tchèque, Mario Vargas Llosa, prix Nobel.